



HAL
open science

Les affiches communistes de 1958 ou la propagande à contre-courant

Michel Pigenet

► **To cite this version:**

Michel Pigenet. Les affiches communistes de 1958 ou la propagande à contre-courant. Affiches politiques: de l'usage militant à la valorisation historique, Oct 2021, Bobigny, France. <hal-03749234>

HAL Id: hal-03749234

<https://hal.science/hal-03749234v1>

Submitted on 10 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Les affiches communistes de 1958 ou la propagande à contre-courant.

par Michel Pigenet

L'année 1958, mouvementée pour tous, citoyens, partis, personnel politique et institutions, n'épargne pas le PCF. Sa direction et ses militants affrontent ainsi les défis conjugués d'une rébellion militaire en Algérie et en Corse, des débordements d'une extrême droite fascisante et le retour au pouvoir du général de Gaulle. Le succès de celui-ci écarte les deux premières menaces, mais signe la défaite du Parti. Incapable de mobiliser hors de ses rangs, le PCF subit de surcroît deux graves échecs électoraux successifs, une première fois lors du référendum du 28 septembre, puis aux législatives de novembre.

À défaut de données sur les tirages et de l'impossible exhaustivité, qui prendrait en compte les initiatives des fédérations, les affiches numérisées et consultables sur le site des Archives départementales de Seine-Saint-Denis¹ offrent un aperçu de l'effort propagandiste du PCF². Les 151 documents recensés cette année-là constituent un record pour une histoire allant de 1921 au début du XXI^e siècle³.

Après élimination de doublons et d'affiches de partis étrangers⁴, le corpus comprend 128 documents⁵.

Vue d'ensemble sur un cru d'exception

Du côté de la fabrication

Plus de la moitié (57,8 %) d'entre eux ont à voir avec les trois consultations électorales de l'année, en premier lieu le référendum du 28 septembre (56 affiches), qui prend un net avantage sur les législatives des 23 et 30 novembre, dont le score (12) est le double de celui des cantonales des 20 et 27 avril (6), les deux dernières étant largement sous-représentées dans une collection issue d'un fonds central⁶.

¹ Archives départementales de Seine-Saint-Denis (AD 93). Le fonds (cote 89 Fi) couvre la période allant des années 1920 au début du XXI^e siècle et compte plus de 4000 pièces. Les affiches numérisées sont consultables sur le site : <https://archives.seinesaintdenis.fr/search?preset=135&view=list>

² En plus du référendum et des législatives de l'automne, il faut compter les cantonales des 20 et 27 avril.

³ Loin derrière, le cru de 1968 – 111 – se classe en seconde position. Le site totalise 20 affiches en 1945, 16 en 1946, 12 en 1947, 16 en 1948, 28 en 1949, 20 en 1950, 96 en 1951, 55 en 1952, 80 en 1953, 53 en 1954, 49 en 1955, 39 en 1956 et 64 en 1957.

⁴ Suédois, soviétique, chinois et bulgare.

⁵ Dont deux esquisses - 89Fi/3918 et 3919, l'une, dessinée par Rival, et l'autre célèbrent la Révolution d'octobre - et deux affiches en langue polonaise - AD 93 89Fi/3766 et 3717, dont l'une, éditée par l'Association d'amitié franco-polonaise, annonce le spectacle prévu dans une localité du Pas-de-Calais à l'occasion de la fête nationale de la Pologne populaire, tandis que la seconde, produite par la fédération communiste du Nord appelle à voter « non » au référendum de septembre.

⁶ Le fonds ne compte qu'une infime partie des placards édités par les fédérations départementales en soutien aux candidats locaux du PCF.

Seules 14 affiches (10,9 %) sont d'ailleurs le fait de fédérations ou de sections, dont 10 localisées en province⁷. À l'exception de l'unique et curieux appel conjoint du « bureau politique et des fédérations de Paris, de la Seine et de la Seine-et-Oise »⁸ à manifester le 28 mai, la plupart sont revendiquées par « le parti communiste français » (94, soit 73,4 %). Parfois, la signature se réduit à un « parti communiste français » (6 cas, 4,7 %), s'allonge en « comité central du Parti communiste français » (1 cas) ou se réclame de la « Conférence nationale du Parti communiste français » (1 cas). Neuf affiches sont dépourvues de référence partisane précise, dont plusieurs invitent au « non ». Elles devront à leur petit format d'être déployées à bout de bras lors de la contre-manifestation du 4 septembre aux alentours de la place de la République⁹.

Les trois quarts (96) proviennent des presses de la PPI – Paris-Province-Impression - une imprimerie manifestement liée au PCF, installée 26 rue Clavel, dans le XIXe arrondissement. Son nom apparaît dans le courant de l'année 1953, pour s'imposer bientôt. Hormis des imprimeries de province¹⁰, les autres établissements parisiens, jusque-là prépondérants, à l'exemple de l'Imprimerie commerciale centrale de Jacques London (7 affiches), de la SGP, qui édite *l'Humanité* (1), de la Cootypographie ou de la maison Schuster, réduisent leur participation ou disparaissent.

De tous formats, les productions de 1958 vont de l'affichette – 13 x 12 cm – au double colombier – 80 x 120 cm. Les rectangulaires, elles s'étirent en largeur ou en hauteur, adaptées aux différents supports, murs ou poteaux. Celles dont les mots d'ordre se répètent ou relèvent d'une même série argumentaire – « les châteaux voteront oui, les chaumières voteront non » / « les patrons voteront oui, les ouvriers voteront non » - semblent conçues pour un collage côte à côte. Loi oblige, elles se déclinent sur des fonds de teintes distinctes. Si le noir prévaut pour les textes, il compose, y compris dans l'écriture, avec le rouge (38 cas), le bleu (7), le blanc (5), le jaune (4), l'orange (3), le vert (3) et le rose (1), indépendamment de 7 agencements tricolores.

Contenus et destinataires

L'écrit monopolise l'expression de 60 % du corpus. Le taux monte du printemps à l'automne. Le pic de mai écrase les 3 dessins, dont 2 repris de *l'Humanité*. Il témoigne des urgences de la période. Les textes, eux-mêmes, vont au plus court. Pourvu que les slogans claquent, la nuance n'est pas de saison. « De Gaulle, c'est le fascisme ! », proclame l'un plaqué sur un dessin antérieur de Fougéron. Un autre propose de réagir « Contre ce crime ! » (89FI/202)¹¹. En bonne technique propagandiste, les placards jouent sur les affects et l'imaginaire

⁷ Var, Nord et Rhône. Nord.

⁸ D'autant plus curieux qu'il invoque la « fédération de la Seine », qui n'existe plus depuis 1953 et son remplacement par les fédérations Seine-Ouest, Seine-Nord-Est et Seine-Ouest.

⁹ AD 93, 89FI/2048. Ce jour-là, la place est dévolue à De Gaulle, qui y présente son projet de Constitution.

¹⁰ Telles que l'Imprimerie ouvrière de Lens, la SPEC de Châteauroux, l'Imprimerie lyonnaise Voisin ou l'Imprimerie Pélabon de Toulon.

¹¹ AD 93, 89FI/202.

collectif. Mots clés et bribes de chants dispensent de longs discours. « Général, nous voilà », persiffle l'un, en écho au plus direct « le fascisme ne passera pas ». « La République nous appelle », entonne une affiche, cependant qu'une autre érige le PCF en « grand parti des travailleurs » (89FI/201)¹² et qu'une troisième promet « la terre à ceux qui la travaillent ».

Parer au plus pressé n'entraîne pas l'arrêt de messages aux diverses composantes du « peuple » (10 mentions) et les « petites gens » (2), bases sociales du PCF. Sans surprise, un tiers des 91 références sociologiques concerne les ouvriers (31) – « ouvriers » (11) *stricto sensu*, « travailleurs » (15), « travailleurs immigrés » (2), « forces ouvrières » (2), plus que « classe ouvrière » (1). Viennent ensuite leurs alliés potentiels, notamment les paysans (11), les fonctionnaires et les intellectuels - 10, dont 6 à l'adresse des enseignants, particulièrement sollicités en 1958 -, les petits commerçants et les artisans (5). Le PCF stigmatise, en revanche, les multiples segments de la classe dirigeante (22) : « gros colons », fondés de pouvoir des « grandes » et « hautes » banques, du « grand capital », des « grands trusts », des « monopoles » et de la « bourgeoisie », « patrons », « capitalistes », « profiteurs » et « riches », etc. Les affiches visent encore d'autres catégories supposées sensibles à leurs propos : « vieux » (5), anciens combattants (4), femmes et mères (3), « jeunes » (2)...

Les thèmes abordés s'adaptent aux cibles, mais tournent, entre mai et septembre, autour de la défense de la démocratie, des libertés, de la République et de la paix civile (131 mentions) face aux menaces que leur font courir les « violences » des « fascistes » et de leurs « bandes », les « manœuvres » des « factieux », « rebelles », « ultras », « généraux félons » et autres « réactionnaires », partisans de la « dictature » et du « pouvoir personnel ». Sur cette ligne, le PCF se réclame de la légalité républicaine, de la volonté du peuple et des droits de l'homme, invoque la « grandeur nationale » ou le « rayonnement de la France » et, sur un registre plus éthique que politique, l'honneur, la vérité, la dignité et la solidarité. Soucieux d'inscrire son combat dans une continuité historique, dont les grands repères sont la Résistance et la Libération (9 références), le Front populaire (5, voire 7 en incluant la guerre d'Espagne), la révolution d'Octobre (4), la Commune (1) et la Révolution française (1)¹³. Pour l'histoire immédiate, ses affiches renvoient aux élections du 2 janvier 1956.

Dans l'immédiat, elles prônent l'union « antifasciste », celle de la « gauche » et de ses « forces », l'élargissent aux « républicains », « sans exclusive », et, finalement, à « la nation ». Incantatoire, l'orientation peine à fixer des objectifs et des rendez-vous précis, que ne contribue pas à éclairer sa conjugaison à une « action » moins définie que réitérée sous des variantes vagues : « se rassembler » - et défensives – « riposter », « faire barrage », « barrer la route... Les seules revendications détaillées portent sur la sanction des « comploteurs » et s'adressent au gouvernement en mesure de les mettre en œuvre : dissolution des comités de salut public, destitution de Massu et des hauts fonctionnaires qui

¹² AD 93, 89FI/201.

¹³ Les références à la Révolution française sont plus nombreuses si l'on considère la symbolique des dessins.

l'appuient, levée de l'immunité parlementaire des élus complices, etc. L'abondance des recours aux « pour » et « vive » n'atténue pas la tonalité globalement défensive et négative de textes saturés de « contre », « à bas », « pas de » ou « pas une ».

Avec des résultats mitigés, le PCF n'oublie aucun des acteurs, honnis ou loués, de l'époque. Cité 50 fois, de Gaulle se détache des 75 autres personnalités, nommées à 144 reprises¹⁴. Ses affiches mentionnent encore des partis, des organisations et courants politiques, ceux de la mouvance communiste (27 occurrences), de la gauche non communiste (27, de l'UGS et des socialistes aux radicaux et à l'UDSR) et chrétienne (4, dont les « équipes ouvrières » du MRP et la Jeune République). Il est aussi question des syndicats (22), en premier lieu la FEN et ses composantes (11), la CFTC (5, dont trois mentions du SGEN), FO (3), dans une égalité imprévue avec la CGT.

Marque de fabrique et son point fort, le Parti, quelle que soit la thématique retenue, en souligne les enjeux socio-économiques (96 fois). La liste est longue, de la défense d'acquis sociaux (23 fois), à l'exemple de la Sécurité sociale, du droit de grève, du statut des fonctionnaires ou des comités d'entreprises, à des considérations plus générales (23), où voisinent l'exigence de « progrès », de « développement économique et social », de lutte contre la « misère », « l'austérité » et de contestation des « bénéfiques capitalistes ». Ses affiches se prononcent pour la réalisation d'équipements collectifs – logements, crèches, hôpitaux en ville, adduction et électrification dans les campagnes, routes et grands travaux partout. Attentives à la « vie chère », en particulier aux prix du pain, du vin ou de l'essence, comme à la fiscalité, elles soutiennent le retour aux 40 heures, des hausses de salaire, dont elles condamnent le blocage ou les abattements de zone, sans négliger la revalorisation des prix agricoles.

Dans la lignée de campagnes antérieures, nombre d'entre elles critiquent le niveau des dépenses militaires (78 mentions), dénoncent la course aux armements, notamment en matière atomique, pour lui opposer une politique de paix par le désarmement et la sécurité collective. En 1958, elles mettent l'accent sur le conflit algérien (51 mentions), avec l'objectif primordial d'instaurer la « paix » (20) par l'ouverture de « négociations » (5) de nature à satisfaire les « revendications les plus légitimes » des Algériens (1), dont « l'indépendance » (2).

Illustrer ou pas : les contraintes de l'urgence

Malgré l'enchaînement rapide des événements à compter du 13 mai, près de 40 % du corpus comportent des photos (12,5 %), des dessins (25 %), voire, dans deux cas, les unes et les autres. Les 28 photos illustrant 18 affiches sont tour à tour apaisantes – famille, mère et enfants, vieux couple - ou traumatisantes (89FI/214)¹⁵. Elles montrent des personnalités

¹⁴ Outre 29 communistes et compagnons de route, cités 37 fois, les plus mentionnés sont Massu (17), Soustelle (12) et Mollet (9).

¹⁵ Cf. 89FI/214, affiche éditée peu après le sanglant bombardement de Sakiet Sidi-Youssef, le 8 février 1958.

connues (13), honorées - Lénine, Cachin, Joliot-Curie, candidats aux législatives - ou décriées - Hitler, Pétain, Massu, de Gaulle -, font place à des figures de caractère plus emblématique (15) – photos de foule, de paysans, d'instituteur, d'ouvrier, monument aux fusillés de Châteaubriant, victimes de guerre...

Les 145 dessins recensés s'ordonnent selon la même typologie, que les ressources du graphisme et le jeu des couleurs diversifient à l'envi et poussent vers la caricature ou la stylisation. Ainsi en va-t-il des emprunts à la symbolique républicaine – Marianne, bonnets phrygiens, sans-culottes sur fond tricolore, etc. -, point d'appui d'un PCF désireux de rompre la quarantaine de guerre froide. Pour autant, tandis que le marteau et la faucille demeurent associés à la célébration de la Révolution d'Octobre, le choc du référendum conduit à valoriser les attributs identitaires d'un « Parti-bouclier » des libertés¹⁶ (89FI/205). Son auteur, Simonot, dit *Simo*, est l'un des dessinateurs attirés du PCF, auquel il appartenait dès avant la guerre¹⁷. Six autres affiches du corpus ont été réalisées par trois auteurs identifiables. Outre celui d'André Fougeron¹⁸, dont les deux contributions reproduisent un dessin de 1951, on relève les noms de Louis Mittelberg¹⁹ (2) et de Georges Rival (2). La section de propagande sait pouvoir compter sur la collaboration d'Antoni, Daniel Billon, Brantonne, Jean Effel, Paul Fromentier, Paul Gilles, Lamy, Max Lingner, dit Ling...²⁰

À la mesure des troubles et des bouleversements de 1958, le flux exceptionnel d'affiches de l'année épouse tant bien que mal le rythme d'une actualité, qui dicte les priorités de leurs messages.

Variations : les quatre temps de l'affichage communistes en 1958

Près de 80 % des affiches (101) du corpus indiquent le mois, plus rarement le jour²¹, de leur édition. Si l'on prend en compte les 18 qui traitent du référendum, la datation, plus approximative, approche les 93 %. L'ensemble se répartit en quatre séquences : 26 (21,8 %) sont antérieures à mai ; 20 (16,8 %) se concentrent sur ce mois, en fait ses trois dernières semaines ; 56 (47 %) s'échelonnent du 1^{er} juin au 28 septembre, correspondant à la campagne référendaire, 17 sortent au cours du dernier trimestre. Par mois, mai et août (20

¹⁶ AD 93, 89FI/205.

¹⁷ Cf. le témoignage de Roger Payen (<https://aujourd'hui.pagesperso-orange.fr/draveil/pages/Notices/leberremaurice.html>) sur le rôle de Simonot en juin 1940, un temps concierge de la maison de Montrouge, où le triangle de direction du PCF en région parisienne avait trouvé refuge.

¹⁸ Issu d'une famille ouvrière, il fut apprenti dessinateur, puis métallurgiste. Peintre, ses premières œuvres témoignaient de son engagement antifasciste, qu'il prolongea en adhérant au PCF en 1938. Résistant, il fut après la guerre la figure de proue d'un « réalisme socialiste » pictural censé être au service de la classe ouvrière et de son Parti.

¹⁹ Curieusement orthographié Mittelberg sur les deux affiches. D'origine juive polonaise, il s'était installé à Paris en 1937. Après la guerre, il travailla pour la presse communiste jusqu'en 1958, avant d'entrer à *l'Express* où, désormais éloigné du PCF, il signera ses dessins sous le pseudo de Tim.

²⁰ Cf. Yannick Dehée, « Affiches communistes de guerre froide », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 60, octobre-décembre 1998, p. 130-131 ; Lucie Fougeron, « Propagande et création picturale : L'exemple du PCF dans la guerre froide », *Sociétés & Représentations*, n° 12, octobre 2001, p. 269-284.

²¹ Les 4 sont toutes éditées en mai, 3 le 23, 1 le 27.

chacun) arrivent en tête, devant octobre (13), au lendemain de la victoire du « oui » et en prévision des prochaines législatives, puis avril (10), en relation avec les deux tours du scrutin cantonal.

Avant le 13 mai : sous la routine, les inquiétudes

Les trois questions qui animent les discussions du comité central, réuni à la mi-janvier, à la fin mars et à la fin avril²², inspirent les affiches de ces mois. Le refus de l'installation en France de rampes de lancement de fusées américaines²³ (89FI/195) et les élections cantonales s'inscrivent dans un agenda quasi routinier des campagnes communistes. La première réactive ainsi, en l'actualisant, la lutte pour le désarmement et contre l'OTAN²⁴. Pour ne pas être nouveau, le thème de la guerre d'Algérie est plus mouvant, plus lourd de conséquences, aussi, sur la vie politique. En témoignent, coup sur coup, les réactions suscitées par le bombardement d'un village tunisien, le 8 février, ou la manifestation antiparlementaire des policiers parisiens du 13 mars. Dans le huis clos du comité central qui suit ces événements, Maurice Thorez s'inquiète de la « montée du fascisme »²⁵. (89FI/212). Les résultats des cantonales ne vont pas dans le sens de l'appel à « l'union des démocrates » souhaitée par le secrétaire général. À gauche, les désistements sont rares. Avec 50 élus, le PCF perd 31 sièges. Autres perdants, les « républicains sociaux », héritiers du RPF, en cèdent 18, démenti électoral au débat récemment lancé sur l'éventualité d'un retour au pouvoir du général de Gaulle²⁶.

Du 13 mai au 1^{er} juin : la riposte antifasciste en échec

Plus que l'émeute des pieds noirs algérois, le basculement des chefs militaires dans la rébellion déclenche un séisme politique en métropole. Surpris, le PCF, bridé par une répression qui ne faiblit pas à son égard²⁷, échoue à reprendre l'initiative et à susciter une riposte à la hauteur des menaces que décrivent ses affiches. Trop puissant aux yeux de partenaires potentiels, dont l'antifascisme n'entame pas l'anticommunisme forgé par dix ans de guerre froide, le Parti ne réussit pas plus à convaincre de son ouverture unitaire qu'à diaboliser le général de Gaulle. Dans ces conditions, la radicalité de mots d'ordre décalés du réel se retourne contre l'émetteur pour mettre à jour une impuissance que les militants

²² . *Réunions du Comité central du PCF, 1921-1977. État des fonds et des instruments de recherche*, t. 3, 1954-1964, Département de Seine-Saint-Denis/Fondation Gabriel Péri, 2010 ; fiche n° 30, réunion des 15-16 janvier 1958 (p. 94-96) ; fiche n° 31, réunion des 25-26 mars (p. 97-99) ; fiche n° 32, réunion du 30 avril (p. 100-101).

²³ AD 93, 89FI/195.

²⁴ Dont relève la poursuite du soutien aux soldats, fils de fusillés et de déportés, qui refusent de servir, dans le cadre de l'OTAN, sous les ordres de Speidel, ancien général de la Wehrmacht dans la France occupée.

²⁵ AD 93, 89FI/212 (« La France... Ceux qui font sa grandeur... Ceux qui font son malheur... »)

²⁶ Maurice Duverger s'en est fait l'écho, le 7 mars, dans un article du *Monde* titré « Quand ? ». « Il n'est pas de sauveur suprême », réplique un éditorial de Jacques Duclos, cependant que le bureau politique du 14 dénonce l'orchestration d'une « campagne pour le pouvoir personnel », question sur laquelle Maurice Thorez revient le 27 mars, devant le comité central.

²⁷ Le 13 mai même, *l'Humanité* du 13 mai est saisie pour son commentaire de l'exécution de soldats français prisonniers du FLN, prétexte de l'émeute algéroise. Le 14, le meeting antifasciste du Cirque d'Hiver annoncé par le PCF est interdit, ainsi que la manifestation convoquée, le 18, place de la République.

tendent de surmonter par un surcroît d'activisme, qui les coupe un peu plus du reste de leurs concitoyens. Sans même parler de doutes plus profonds qui, depuis 1956, tenaillent une partie des sympathisants communistes, les événements de 1958 révèlent la réalité de faiblesses organisationnelles et stratégiques anciennes.

Au sommet, le bureau politique, réuni le 13, puis le 18, siège de façon quasi permanente du 24 au 31 mai, période durant laquelle le comité central est convoqué à quatre reprises²⁸, dont deux fois à l'Assemblée nationale, en compagnie du groupe parlementaire. Sous tension, les organisations diffusent les consignes de vigilance, prévoient la garde des locaux et recommandent de se tenir prêt à répondre à tout appel. Il n'importe pas moins de déjouer les provocations et de ne pas chercher à déborder les pouvoirs publics afin de « prouver que les communistes ont, dans les circonstances, le sens de l'État »²⁹.

L'appel lancé, le 15, par le comité central, à s'organiser « dans l'unité, dans chaque entreprise, dans chaque ville, dans chaque quartier » pour « briser toute tentative de coup d'État » et à barrer « la route à Charles de Gaulle et à la dictature militaire et fasciste » fixe le vocabulaire sans nuance des placards³⁰ (89FI/203, *De Gaulle ... C'est le fascisme*). Dès le 17, cependant, les Renseignements généraux estiment que « la classe ouvrière [...] ne semble pas disposée à réagir avec ensemble ni vigueur contre une opération politique refusée par le PCF, qui s'effectuerait dans des formes légales pour substituer le général de Gaulle au pouvoir actuel »³¹. Au lendemain d'une conférence de presse au cours de laquelle le Général, renouvelant sa candidature au pouvoir, a récusé toute aspiration au rôle de dictateur, mais s'est gardé de condamner les hommes d'Alger, des affiches l'accusent de double jeu. Le 24, l'irruption des parachutistes en Corse, prélude d'une action similaire en métropole, et une nouvelle saisie de *l'Humanité* font craindre l'imminence du pire. Tout va très vite, trop au regard des délais d'impression, puis de diffusion d'affiches confrontées au risque de décalages dommageables avec l'actualité.

La gauche non communiste s'alarme, elle aussi, mais tient le PCF à l'écart de ses initiatives. La plus spectaculaire est la convocation à des manifestations, le 28, que rallie le Parti communiste. De Gaulle n'en a cure qui, la veille, de Gaulle a fait savoir qu'il avait « entamé [...] le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain capable d'assurer l'unité et l'indépendance du pays. » Après la démission du chef du gouvernement, le démocrate-chrétien Pierre Pflimlin, auquel l'Assemblée renouvelle sa confiance, le Président de la République, René Coty, s'en remet au Général qui, accepte de former un ministère. Le 29, le comité central du PCF impulse la création de « comités de

²⁸ *Réunions du Comité central...*, *op. cit.*, fiche n° 33, réunion du 15 mai 1958 (p. 102) ; fiche n° 34, réunion du 20 mai (p. 103) ; fiche n° 35, réunion du 26 mai (p. 104) ; fiche n° 36, réunion du 29 mai (p. 105).

²⁹ Synthèse quotidienne des notes de la Direction générale des Renseignements généraux, le 17 mai, citée par Christophe Nick, *Résurrection. Naissance de la 5^e République, un coup d'État démocratique*, Paris, Fayard, 1998, p. 476 et suivantes.

³⁰ AD 93, 89FI/203 (« De Gaulle ... C'est le fascisme »)

³¹ Christophe Nick, *Résurrection...*, *op. cit.*, p. 522 et suiv.

défense républicaine ». Le 1^{er} juin, les jeux sont faits. Au Palais Bourbon, les députés investissent de Gaulle par 329 voix contre 224³², pendant que la police réprime durement les rassemblements de communistes parisiens³³.

Du 2 juin au 28 septembre, la difficile bataille du Non

Si les plus graves craintes de mai s'éloignent, le respect des procédures parlementaires ne saurait faire illusion. Coup sur coup, le Général obtient, le 2, les pleins pouvoirs pour six mois et se voit confier, le 3, le soin d'élaborer une nouvelle Constitution. D'évidence, les communistes ont perdu une manche décisive.

En difficulté et affaibli, le PCF se prépare à la bataille référendaire³⁴. Les 9 et 10 juin, les débats de son comité central laissent percer un certain flottement dans la perception du « danger fasciste », des relations avec les socialistes, de l'état des forces syndicales, de l'avenir des colonies et même de l'impréparation du Parti³⁵. Plusieurs fois, Thorez et ses proches doivent reprendre des intervenants. La déclaration finale infléchit quelque peu l'analyse de la situation. Elle condamne la « formation d'un gouvernement de dictature personnelle qui ouvre la voie au fascisme », auquel les communistes assimilaient jusque-là de Gaulle. Le 2 juillet, la convocation d'une conférence nationale, les 17 et 18 juillet, consacre l'opposition « à la dictature personnelle et militaire qui ouvre la voie au fascisme »³⁶. L'appel du 18 juillet³⁷ (**89FI/2417, Appel peuple de France**) reprend la formulation et l'explicite mettant en cause le rôle des « éléments les plus chauvins et les plus colonialistes de la grande bourgeoisie », termes proches de la définition arrêtée par l'Internationale communiste en 1935³⁸... Des affiches puisent toutefois dans l'histoire nationale et assimilent de Gaulle à Badinguet.

À trois semaines du vote, le comité central du 6 septembre fait le point sur le déroulement d'une campagne dans laquelle l'essentiel de la bataille pour le « non » repose sur les communistes, quand leurs adversaires ont table ouverte à la radio et à la télévision³⁹. Sur le terrain, la tension monte. Attentats et rixes se multiplient, auxquelles prennent part des

³² Outre l'ensemble des députés communistes, on compte parmi les opposants 49 des 95 élus socialistes, dont Gaston Defferre, et 18 des 42 radicaux, dont Pierre Mendès-France. Guy Mollet, Jules Moch et 40 autres socialistes ont voté l'investiture, à l'instar de 70 des 74 parlementaires MRP.

³³ Des centaines de personnes sont blessées. Auguste Robbes, un ouvrier de 65 ans tombe sous les coups de crosse de policiers auxquels il reprochait de frapper une femme enceinte. Il décédera le 3 juillet.

³⁴ Quelques affiches, sur la foi d'une déclaration du Général, le 7 juin, évoquent la tenue du référendum le 5 octobre, date finalement avancée au 28 septembre.

³⁵ *Réunions du Comité central...*, *op. cit.*, fiche n° 37, réunion des 9-10 juin 1958, p. 106-108.

³⁶ *Idem*, fiche n° 38, réunion du 2 juillet, p. 109.

³⁷ AD 93, 89FI/2417 (Appel peuple de France + non au référendum du 5/10).

³⁸ Laquelle avait défini le fascisme comme la « dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier. »

³⁹ *Réunions du Comité central...*, *op. cit.*, fiche n° 40, réunion du 6 septembre, p. 110-112. Dans le même temps, les autorités maintiennent leur pression sur les journaux communistes. *L'Humanité* du 12 septembre est ainsi saisie.

parachutistes dans les villes de garnison⁴⁰. À Toulouse, dans la nuit du 25 au 26 septembre, un coup de feu blesse mortellement un jeune étudiant gaulliste⁴¹. Le lendemain, la fédération du PCF évoque un « règlement de compte entre organisations fascistes »⁴², avant d'admettre « une bagarre politique dont on ne peut que regretter qu'elle ait fait une victime ». Sur place et sur le moment, l'affaire suscite l'indignation, mais partout ailleurs, l'opinion, rassurée par l'issue pacifique de la crise de mai et la personnalité du Général, suit de très loin cette agitation.

Sitôt connu, fin juillet, le projet de Constitution subit la critique des affiches communistes. Le qualifiant de « monarchique », elles pointent les articles qui donneraient « plus de pouvoirs qu'un roi » au futur Président⁴³ (89FI/1454). L'argumentaire va d'ordinaire au plus simple, mais l'affiche-appel d'artistes et d'intellectuels détonne⁴⁴ (89FI/206). Son texte, que le Parti s'abstient de revendiquer, reprend l'idée d'un « pouvoir personnel [ouvrant] la voie à la dictature » et stigmatise une Constitution qui « supprime[rait] la démocratie », mais ne s'en tient pas à ces formules abruptes. Ainsi rend-il un discret hommage au « passé » du Général, dont les « intentions actuelles » pourraient être respectables sans les hommes qui l'entourent et les mettent en œuvre. De même déplore-t-il qu'en « dépit de 'sa' politique africaine [de Gaulle] n'ouvre aucune perspective de paix en Algérie. »

À la peine, le PCF insiste sur la puissance potentielle du « non »⁴⁵ (89FI/1432, Nous sommes des millions...). Vigilant, il note le caractère antisocial des premières mesures du gouvernement et la relance des opérations militaires en Algérie. Soucieux de dissocier son action pour le « non » d'un plaidoyer en faveur de la IV^e République, il en énumère les dérives et la « faillite » à l'aune de ses promesses démocratiques initiales⁴⁶ (89FI/1464, Ce qui a fait faillite). Sur la lancée, ses affiches retournent la rhétorique gaullienne contre les « hommes du passé », qu'elles se plaisent à recenser parmi ses soutiens⁴⁷ (89FI/1470). Afin de donner une signification positive à la campagne référendaire, elles engagent à voter « non pour que ça change »⁴⁸ (89FI/1429). Dix-sept d'entre elles ébauchent les contours d'une alternative. Axées sur les institutions, les propositions avancées - formation d'un gouvernement « stable » et de gauche, élection d'une assemblée constituante permettant l'instauration d'une « République nouvelle », « meilleure », car « plus démocratique et plus efficace » - souffrent d'un défaut de crédibilité et ne débouchent pas sur des mots d'ordre mobilisateurs. À la

⁴⁰ « 14 attentats en un mois ! », titre *L'Humanité* du 7 juillet.

⁴¹ Bryan Muller, « L'affaire Maurice Cathala (1958). Autopsie d'un assassinat politique à l'aube de la Ve République », *Cahier d'Histoire Immédiate*, n°49, printemps 2017 (juin 2017), pp. 103-118. L'enquête met en cause Jean Richon, ancien résistant et militaire, responsable du service d'ordre communiste. Réfugié à Prague, il sera condamné par contumace le 2 février 1961. De retour en France après des années d'exil, la cour d'assises l'acquittera le 16 décembre 1971.

⁴² *L'Humanité* du 27 septembre 1958.

⁴³ AD 93, 89FI/1454.

⁴⁴ AD 93, 89FI/206.

⁴⁵ AD 93, 89FI/1432.

⁴⁶ AD 93, 89FI/1464 (Ce qui a fait faillite).

⁴⁷ AD 93, 89FI/1470.

⁴⁸ AD 93, 89FI/1429.

base, les comités de défense de la République s'étiolent sans avoir réussi à déborder au-delà des rangs du Parti et de ses plus proches sympathisants. Bientôt, les ralliements au « oui » de la SFIO⁴⁹ et du parti radical sonnent le glas d'une quelconque issue à gauche. Le 28, la netteté du verdict des urnes dissipe brutalement les ultimes illusions entretenues par la fièvre militante. En métropole, 17,6 millions d'électeurs – 79,2 % - approuvent le projet de Constitution. Le PCF, qui ne saurait revendiquer la totalité des 4,6 millions de « non » - 20,7 % -, enregistre un échec cuisant. Minoritaire dans tous les départements et la plupart des bastions communistes, le « non » se situe très en dessous du score communiste de 1956 – 5,5 millions de voix.

Après septembre, limiter la casse et retour aux sources

« Sombre dimanche », commente Florimond Bonte devant le comité central des 3 et 4 octobre⁵⁰. Tous les intervenants conviennent de leur déception. Quant aux explications, la plupart admettent la conjonction négative de la peur d'une guerre civile, du rejet de la IV^e République, du « problème algérien » et de la défection socialiste. Beaucoup relèvent l'ampleur des moyens à la disposition du gouvernement, mais quelques-uns s'attardent sur les défauts de la propagande du Parti. « Excès d'optimisme » pour Henri Védrières, qui souhaite une intensification de l'expression communiste, cependant que Michel Vandel estime, au contraire, qu'il y a eu « trop de matériel de propagande » et que l'on a privilégié « la distribution au détriment de la discussion ». D'autres parlent d'« outrances ». Fernand Grenier regrette ainsi que le PCF se soit « coupé du courant de pensée des masses » et Jeannette Vermeersch, convaincue pour sa part de la « justesse » des positions défendues, critique une propagande, dont elle a la charge, « trop disparate ou trop ciblée ».

Sonné, le Parti a encore de la ressource. Pressé de le prouver, il rappelle sans tarder son existence et sa raison d'être. Si le rythme d'édition des affiches fléchit, on observe un retour en force des couleurs, des dessins et des photos. Aux priorités exclusives du printemps et de l'été succède une diversité thématique mêlant la routine des commémorations, l'actualité de la question algérienne et l'affirmation du PCF, celui des « conquêtes sociales », du « pain, de la paix, de la démocratie » et de la confiance dans l'avenir du pays⁵¹ (89FI/147).

À l'approche d'élections législatives plus qu'incertaines, la propagande mise sur l'ancrage ouvrier et populaire du Parti. Les syndicalistes membres du comité central plaident, le 22 octobre, la nécessité d'une campagne centrée sur les questions sociales⁵². S'agissant des affiches, Fernand Grenier donne l'exemple de réalisations chinoises et soviétiques. Rien n'y

⁴⁹ Ce choix, défendu par Guy Mollet et ratifié par 2687 mandats contre 1176, entraîne le départ d'une partie des minoritaires qui se regroupent au sein d'un nouveau parti socialiste autonome, qui contribuera, deux ans plus tard, à la naissance du PSU.

⁵⁰ *Réunions du Comité central...*, op. cit., fiche n° 41, réunion des 3-4 octobre 1958, p. 113-115.

⁵¹ AD 93, 89FI/147.

⁵² *Réunions du Comité central...*, op. cit., fiche n° 42, réunion du 22 octobre, p. 116-117.

fait, à contre-courant, la propagande en général et les affiches en particulier rencontrent une fois de plus leurs limites.

Le premier tour, le 23 novembre, amplifie en effet la déconvenue électorale de septembre. Avec moins de 3,9 millions de voix (18,9 %), le PCF accuse une perte de 1,6 million d'électeurs par rapport à 1956. Le 30, le scrutin uninominal sanctionne l'absence d'alliés et réduit le nombre de députés communistes à 10, soit dix fois moins que ce lui assurerait la proportionnelle, trop peu, aussi, pour former un groupe. Ce laminage affecte les finances du Parti et ses moyens d'action, quand bien même l'organisation résiste mieux à l'épreuve⁵³. Lors du comité central des 11 et 12 décembre, Georges Gosnat présente un plan drastique de compression des dépenses, qui n'épargne pas le secteur propagande⁵⁴.

De fait, pour l'année suivante, le total des affiches déposées aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis chute à 39. Les dernières de 1958 prolongent celles des semaines précédentes. Étrillé à l'Assemblée, le PCF conteste un mode d'élection inique et revendique toujours le titre de « premier parti de France » devant les gaullistes de l'UNR (3,6 millions de voix). Faisant de nécessité vertu, il prend date, se positionne en force principale, sinon unique, d'opposition. À ce titre, il réaffirme son attachement à la laïcité et à la paix ainsi qu'au sort des plus modestes, tous points d'appui de sa critique des choix gouvernementaux⁵⁵ (89FI/1335, cadeaux nouvel an).

D'autres campagnes, notamment celle des élections municipales, se profilent, où il s'agira de préserver les bastions malmenés en novembre. Dans cette perspective, Maurice Thorez fixe la ligne : « rechercher l'unité au maximum »⁵⁶. Dix jours plus tôt, le 2 décembre, dans le huis clos du bureau politique, il avait envisagé d'être déchargé de ses fonctions de secrétaire général⁵⁷. Proposition non suivie d'effet et dont nulle affiche ne fait état...

⁵³ En baisse depuis 1946, les effectifs du PCF étaient légèrement remontés en 1956 – 278 000 – avant de recommencer à s'éroder. Passés à 259 000 en 1957, puis 256 000 en 1958, ils diminueront jusqu'en 1961 – 242 000 – pour se redresser ensuite. Cf. Roger Martelli, *Prendre sa carte, 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Fondation Gabriel Péri- Département de la Seine-Saint-Denis, 2010.

⁵⁴ *Réunions du Comité central...*, *op. cit.*, fiche n° 43, réunion des 11-12 décembre 1958, p. 118-120. Le trésorier préconise, entre autres, la baisse de 60 % des frais administratifs, la réduction des effectifs de permanents, l'arrêt de publications, dont celles de trois quotidiens régionaux...

⁵⁵ AD 93, 89FI/1335.

⁵⁶ *Réunions du Comité central...*, *op. cit.*, fiche n° 44, réunion du 13 janvier 1959, p. 121-122. Ces élections se traduiront par une poussée du PCF, qui emportera plusieurs municipalités.

⁵⁷ Maurice Thorez, *Journal, 1952-1964*, Paris, Fayard, 2020, p. 321.